NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC : les Arméniens d'Artsakh ont déposé les armes mais l'Arménie doit-elle en tirer les leçons & développer une vraie dissuasion?

Les Arméniens annoncent déposer les armes et acceptent les négociations demain

Les Arméniens du Nagorny Karabakh ont annoncé qu'ils déposeront les armes mercredi dans le cadre d'un cessez-le-feu et négocieront dès jeudi la réintégration de cette région disputée à l'Azerbaïdjan, un accord trouvé après une médiation des forces russes de maintien de la paix.
"Un accord a été conclu sur le retrait des unités et des militaires restants des forces armées de l'Arménie (...) et sur la dissolution et le désarmement complet des formations armées de l'Armée de défense du Nagorny
Karabakh« , a indiqué la présidence séparatiste, annonçant en outre de premiers pourparlers concernant »la réintégration" du territoire à l'Azerbaïdjan jeudi dans la ville azerbaïdjanaise de Yevlakh.

Avec AFP

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2023

Le bilan provisoire de l’agression azérie sur l’Artsakh est de 32 victimes (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le bilan provisoire de l’agression azérie sur l’Artsakh est de 32 victimes dont 7 civils et plus de 200 blessés

À la suite des bombardements au Haut-Karabagh, il y a 32 victimes (dont 7 civils et parmi ces derniers 2 enfants) et plus de 200 blessés. Parmi les blessés 35 sont civils (dont 13 enfants). Dernier bilan provisoire connu, diffusé par le défenseur de droits humains de l’Artsakh.

"*Depuis le 19 septembre, les forces armées azéries bombardent les colonies civiles du Haut-Karabakh, ciblant la population civile et les infrastructures : immeubles d’habitation, écoles, etc.*
Les forces armées azéries utilisent des armes de gros calibre, notamment de l’artillerie, contre la population civile » indique le communiqué.

Le Figaro

20 septembre 2023

Attaque du Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan confirme un cessez-

le-feu ce mercredi et des pourparlers jeudi

Par Le Figaro avec AFP

Attaque du Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan confirme un cessez-le-feu ce mercredi et des pourparlers jeudi (lefigaro.fr)

LE POINT SUR LA SITUATION – Bakou, qui a lancé mardi une opération militaire dans l'enclave arménienne, avait exigé que les Arméniens rendent les armes comme préalable à toute négociation.

- **Les autorités annoncent déposer les armes**
- **Au moins 32 morts et plus de 200 blessés d'après l'Arménie**
- **2000 civils évacués des zones les plus dangereuses par les Russes**
- **Le pape appelle à «faire taire les armes» au Karabakh**
- **Le chef de l'ONU appelle à un «arrêt immédiat des combats» au Nagorny Karabakh**

Trois ans après la dernière guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la région du Haut-Karabakh a subi de nouvelles frappes. Cette enclave, peuplée de 120.000 Arméniens et située en territoire azerbaïdjanais, a vu ses villes pilonnées depuis mardi matin par les forces azéries qui ont lancé, selon les termes des autorités, des «*opérations antiterroristes*». Mercredi, après 24 heures sous les frappes, les autorités locales ont annoncé leur intention de déposer les armes, selon les conditions imposées par l'Azerbaïdjan pour toute négociation de cessez-le-feu.

Les autorités annoncent déposer les armes

Les autorités du Haut-Karabakh ont annoncé ce mercredi qu'ils déposeront les armes dans le cadre d'un cessez-le-feu, après une médiation des forces russes de maintien de la paix. Dans des pourparlers annoncés dès jeudi, les discussions porteront sur la réintégration de la région à population arménienne à l'Azerbaïdjan.

Mardi soir, la présidence azerbaïdjanaise a appelé les habitants du Nagorny Karabakh à déposer les armes. «*Les forces armées arméniennes illégales doivent hisser le drapeau blanc, rendre toutes les armes et le régime illégal doit se dissoudre. Autrement, les opérations antiterroristes continueront jusqu'au bout*», avait-elle menacé.

«*Un accord a été conclu sur le retrait des unités et des militaires restants des forces armées de l'Arménie (…) et sur la dissolution et le désarmement complet des formations armées de l'Armée de défense du Nagorny Karabakh*», a indiqué mercredi la présidence du Haut-Karabakh.

Plus tôt dans la matinée, la mairie de la capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, avait appelé ses résidents à rester dans les abris et ne pas fuir. «*Il n'est pas nécessaire de partir pour le moment, nous vous demandons de respecter les règles de sécurité et de rester dans les sous-sols et les abris anti-bombes*», avait demandé la mairie dans un communiqué.

Au moins 32 morts et plus de 200 blessés d’après l’Arménie

L'Arménie a affirmé mercredi qu'au moins 32 personnes avaient été tuées et plus de 200 autres blessées depuis l'offensive au Haut-Karabakh lancée la veille par les forces azerbaïdjanaises dans cette région disputée avec Erevan.

«*Il y a actuellement 32 morts, plus de 200 personnes blessées, en incluant sept morts (dont deux enfants) et 35 blessés (dont 13 enfants) parmi la population civile*», a indiqué sur Facebook Anahit Manassian, responsable nommée par les autorités en charge de la protection des droits humains.

Alors que le Haut-Karabakh faisait déjà l'objet d'un blocus total depuis 8 mois, privant la population de nourriture et d'accès à la santé, la diplomatie arménienne a alerté sur l'intention de l'Azerbaïdjan de «*parachever sa politique de nettoyage ethnique*».

2000 civils évacués des zones les plus dangereuses par les Russes

Le contingent de la paix russe présent au Haut-Karabakh a évacué plus de 2000 civils des zones les plus dangereuses de la région séparatiste, a annoncé mercredi le ministère russe de la Défense, au lendemain du lancement par l'Azerbaïdjan d'une opération militaire dans cette enclave.

«*Au total, plus de 2000 civils ont été évacués, dont 1049 enfants*», a indiqué le ministère russe dans un communiqué. Dans une vidéo diffusée sur Telegram, on pouvait voir des familles avec des enfants descendre de plusieurs bus, accueillis par des militaires russes, avec juste quelques affaires sous les bras. Ces déplacés restent néanmoins au Karabakh, dans des zones moins exposées.

Le pape appelle à «faire taire les armes» au Karabakh

Le pape François a appelé ce mercredi à «*faire taire les armes*» au Karabakh. «*Je lance un appel à toutes les parties impliquées et à la communauté internationale pour faire taire les armes et que tous les efforts nécessaires sont faits pour trouver des solutions pacifiques (...)*», a déclaré Jorge Bergoglio à la fin de son audience générale hebdomadaire au Vatican.

Le chef de l'ONU appelle à un «arrêt immédiat des combats» au Nagorny Karabakh

La reprise du conflit s'est invitée mardi en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté à un

«*arrêt immédiat des combats, à la désescalade et au respect plus strict du cessez-le-feu de 2020 et des principes du droit international humanitaire*», selon un communiqué publié mardi soir.

La France réclame une réunion «*d'urgence*» du Conseil de sécurité pour prendre acte d'une offensive «*illégale*» et «*injustifiable*» menée par Bakou. Cette réunion pourrait avoir lieu «*dans les prochains jours*», ont indiqué à l'AFP deux sources diplomatiques, évoquant jeudi.

Moscou appelle à cesser «l'effusion de sang»

La Russie, qui avait des soldats de la paix déployés au Haut-Karabakh depuis le cessez-le-feu de 2020, a appelé mercredi à «*cesser immédiatement l'effusion de sang, à mettre un terme aux hostilités et à arrêter les pertes civiles*» dans la région.

«*En relation avec la forte escalade de la confrontation armée au Nagorny Karabakh, nous exhortons les parties prenantes du conflit à cesser immédiatement l'effusion de sang, à mettre un terme aux hostilités et à arrêter les pertes civiles*», a écrit dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères russe.

Le Figaro

20 septembre 2023

Faut-il sanctionner l’Azerbaïdjan après son agression contre le

Haut-Karabakh ?

Par Le Figaro

Publié il y a 34 minutes

Oui90,85%

Non9,15%

3 955 votants

Faut-il sanctionner l’Azerbaïdjan après son agression contre le Haut-Karabakh ? (lefigaro.fr)

Le Monde

20 septembre 2023

Haut-Karabakh : la responsabilité de l’Azerbaïdjan (lemonde.fr)

Haut-Karabakh : la responsabilité de l’Azerbaïdjan

Le président Ilham Aliev semble décidé à prendre une fois pour toutes le contrôle de cette enclave du Caucase majoritairement peuplée d’Arméniens. Passive sur le terrain, la Russie va devoir éclaircir sa position devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

La guerre est de retour dans le Haut-Karabakh. Non pas qu’elle l’ait jamais totalement quitté, mais l’offensive lancée, mardi 19 septembre, par l’Azerbaïdjan, dans cette enclave montagneuse du Caucase majoritairement peuplée

d’Arméniens est d’une ampleur qui se veut décisive, au moment où l’attention de la Russie est concentrée sur une autre guerre menée sur le continent européen, celle qu’elle livre à l’Ukraine.

Enclave sur laquelle la souveraineté de l’Azerbaïdjan est aujourd’hui reconnue mais où vivent quelque 120 000 Arméniens qui y jouissent d’une forme d’autonomie, le Haut-Karabakh est un point de tension quasi constant depuis la dislocation de l’Union soviétique, fin 1991. Deux guerres meurtrières y ont déjà eu lieu, en 1994 et en 2020. Les bombardements et tirs d’artillerie lancés mardi sur Stepanakert, la capitale, pour la première fois depuis 2020, faisant 29 morts et des centaines de blessés, font redouter un troisième conflit.

Présentée comme une *« opération antiterroriste »* en réaction à des incidents qui auraient fait six morts, quatre militaires et deux civils, tués par l’explosion de mines, l’offensive de l’armée azerbaïdjanaise paraît en réalité inscrite dans une stratégie préparée de longue date à Bakou. Elle fait suite au blocus du corridor de Latchine, seule voie reliant le Haut-Karabakh à l’Arménie, instauré depuis décembre par les forces azerbaïdjanaises. Renforcé en juillet pour isoler totalement la population arménienne de l’enclave, ce blocus a provoqué une crise humanitaire. La Croix-Rouge n’est parvenue que lundi 18 septembre, après des mois de négociations, à faire passer une cargaison de vingt tonnes de farines et de produits médicaux par une autre route venant du territoire sous contrôle azerbaïdjanais.

Renoncement de Moscou

Bakou a demandé, mercredi, le *« retrait inconditionnel et total des forces armées arméniennes de la région azerbaïdjanaise du Karabakh et la dissolution du prétendu régime »* séparatiste. Tout laisse à penser que le président Ilham Aliev veut reprendre une fois pour toutes le contrôle du territoire, mettre un point final à ce conflit vieux de plus de trente ans et, bien qu’il s’en défende, en chasser la population arménienne.

L’Azerbaïdjan poursuit ainsi une politique brutale d’affirmation de sa souveraineté, au mépris des accords internationaux, en particulier de celui conclu en 2020 sous l’égide de la Russie. Mais Moscou n’a ni la volonté ni les moyens de venir en aide aux autorités arméniennes du Haut-Karabakh. Les 2 000 soldats

russes déployés dans l'enclave après le cessez-le-feu de 2020 et supposés assurer la sécurité des Arméniens n'ont même pas cherché à empêcher le blocus. Le cynisme du commentaire de la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, qui a souligné, mardi, que l'Arménie avait reconnu la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh, en dit long sur le renoncement de la Russie dans ce conflit. La guerre en Ukraine non seulement accapare ses forces et son énergie, mais la pousse vers l'Azerbaïdjan et la Turquie plutôt que vers l'Arménie, malgré les engagements pris à l'égard d'Erevan.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés Les bombardements de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh, un désaveu pour la Russie

Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, l'avait d'ailleurs bien compris, prenant de plus en plus de distances avec Moscou pour se rapprocher des Occidentaux. Face à ce nouveau foyer de tensions, la France a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Cela aura au moins le mérite d'amener la Russie, qui en est membre permanent, à préciser ses positions.

Le Monde

20 septembre 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/20/l-azerbaidjan-lance-une--offensive-d-envergure-dans-le-haut-karabakh_6190085_3210.html

L'Azerbaïdjan lance une offensive d'envergure dans le Haut-Karabakh

Prenant prétexte de sabotages, Bakou a lancé une série de frappes sur l'enclave séparatiste, provoquant l'évacuation de 7 000 civils et la mort d'au moins 27 Arméniens et de deux Azerbaïdjanais.

L'Azerbaïdjan a lancé un avertissement brutal, mardi 19 septembre, aux Arméniens du Haut-Karabakh ainsi qu'à leurs « alliés » russes qui sont supposés assurer leur sécurité. Durant toute la journée, des bombardements ont visé l'enclave séparatiste qui échappe depuis trente-deux ans au contrôle de Bakou.

Le ministère de la défense azerbaïdjanais a copieusement diffusé des images de frappes présentées comme « chirurgicales » sur des stations radars, des dépôts de munitions et des systèmes antiaériens des forces armées séparatistes du Haut-Karabakh. Dans un message vidéo diffusé sur le réseau social X (anciennement Twitter), il montre le bombardement d'une station de radar arménienne « P-18 » depuis la caméra d'une munition rôdeuse (probablement le drone israélien Harop), tout en signalant qu'y *« sont temporairement stationnées des forces de maintien de la paix russes »*.

Bakou affirme avoir préalablement *« informé le commandement du contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie et la direction de l'Observatoire turco-russe des activités en cours »*. Ceci afin de prévenir un incident impliquant les soldats déployés par Moscou depuis l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020, qui a mis fin à la seconde guerre du Karabakh. Moscou a ensuite révélé n'avoir été mis au courant que *« quelques minutes »* avant le début des hostilités. Un peu moins de 2 000 militaires russes sont supposés assurer la sécurité des Arméniens de ce territoire, bien qu'ils aient été notoirement incapables d'empêcher les nombreux accrochages militaires survenus depuis bientôt trois ans, ainsi que le blocus du Haut-Karabakh par Bakou, qui dure depuis neuf mois.

« Opération antiterroriste »

L'armée azerbaïdjanaise présente la campagne de bombardement du 19 septembre comme une *« opération antiterroriste »* répondant au *« harcèlement mené par des formations armées illégales arméniennes »* sur son territoire. Aucun pays ne reconnaît les autorités séparatistes arméniennes du Haut-Karabakh, pas même Erevan, qui les soutient.

Lors d'un appel téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, a affirmé que l'offensive cessera si les séparatistes arméniens *« déposent les armes »*. Dans un communiqué publié mercredi, M. Aliev affirme que son armée a lancé cette opération après la mort, la veille, dans cette région de *« civils et policiers »* dans l'explosion de mines, accusant des saboteurs arméniens d'avoir posé ces engins explosifs. Il affirme aussi que les *« prétendues élections présidentielles »* organisées, le 9 septembre, par les séparatistes arméniens étaient *« la continuation de provocations*

délibérées contre la souveraineté de l'Azerbaïdjan » et avaient également entraîné cette opération militaire.

La suite est réservée aux abonnés.

Le Monde

20 septembre 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/19/haut-karabakh-l--azerbaidjan-annonce-lancer-une-operation-militaire-dans-la-region-disputee-erevan-denonce-une-volontee-d-entrainer-l-armenie-dans-les--hostilites_6189995_3211.html

L'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire dans l'enclave du Haut-Karabakh, le secrétaire général de l'ONU appelle à un « arrêt immédiat des combats »

Publié hier à 15h09, modifié à 08h18 (republication de l'article du 19 septembre 2023 à 11h43)

Le Monde avec AFP

Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a dénoncé une opération visant au « nettoyage ethnique des Arméniens du Karabakh ». La France a demandé une réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se tiendra jeudi après-midi.

Les appels au cessez-le-feu se multiplient après l'opération militaire déclenchée mardi 19 septembre par l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh, cette région

sécessionniste, majoritairement peuplée d'Arméniens, que Bakou et Erevan se disputent depuis des décennies. L'Azerbaïdjan affirme mener une opération « *antiterroriste* », visant les « *forces arméniennes* » dans la région.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exigé un « *arrêt immédiat des combats* » dans un communiqué diffusé mercredi. « *Le secrétaire général appelle dans les termes les plus forts à l'arrêt immédiat des combats, à la désescalade et au respect plus strict du cessez-le-feu de 2020 et des principes du droit international humanitaire* », a affirmé son porte-parole Stéphane Dujarric.

« *Les mesures antiterroristes seront interrompues si* [les séparatistes arméniens] *déposent les armes et sont désarmés* », a affirmé le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, lors d'un appel téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken.

L'escalade s'est invitée mardi en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, la France réclamant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour prendre acte de l'offensive « *illégale* » et « *injustifiable* » menée par Bakou. Cette réunion aura lieu jeudi après-midi, a annoncé la présidence albanaise du Conseil mardi soir.

Un dernier bilan publié par les autorités séparatistes arméniennes fait état d'au moins vingt-sept morts dont deux civils, et plus de deux cents blessés. Des « *femmes, des personnes âgées et des enfants* » comptent parmi les victimes, ont-elles précisé. De son côté, l'Azerbaïdjan a annoncé la mort de deux civils, tués « *par éclats d'obus à la suite d'une attaque des forces armées arméniennes* ».

« Tirs d'artillerie et de roquettes »

La capitale du Haut-Karabakh – Stepanakert (nom arménien) ou Khankendi (nom azerbaïdjanais) – et d'autres villes de la région ont été ciblées, mardi, par des « *tirs intensifs* », a fait savoir la représentation des séparatistes en Arménie, sur Facebook. Les forces séparatistes ont affirmé tenter de « *résister* » à l'armée azerbaïdjanaise qui essaie d'avancer « *en profondeur* » dans l'enclave. Elles ont fait état mardi soir de combats tout au long du front, affirmant que « *les forces armées azerbaïdjanaises recourent à des tirs d'artillerie et de roquettes, à des drones d'attaque, à l'aviation de combat* », a expliqué l'armée séparatiste sur

X (anciennement Twitter).

« Plus de 60 positions de combat des forces [séparatistes] *arméniennes sont désormais sous le contrôle de nos forces armées »*, a affirmé mardi soir un porte-parole du ministère de la défense azerbaïdjanais, Anar Eyvazov, lors d'une conférence de presse.

Les autorités du Haut-Karabakh ont appelé l'Azerbaïdjan au cessez-le-feu *« immédiatement, et à s'asseoir à la table des négociations »*, a tweeté le ministère des affaires étrangères du territoire séparatiste.

« Le seul moyen de parvenir à la paix (…) *est le retrait inconditionnel et total des forces armées arméniennes* (…) *et la dissolution du prétendu régime »* séparatiste, a déclaré la diplomatie azerbaïdjanaise dans un communiqué. L'Azerbaïdjan appelle *« les forces armées arméniennes illégales* [à] *hisser le drapeau blanc, rendre toutes les armes et le régime illégal doit se dissoudre. Autrement, les opérations antiterroristes continueront jusqu'au bout »*, a affirmé l'administration présidentielle, qui assure être disposée, le cas échéant, à des pourparlers.

Le ministère de la défense arménien a assuré, de son côté, ne pas avoir de forces armées déployées dans la région, condamnant les *« fausses déclarations »* de Bakou.

Appels à la démission du premier ministre arménien

« L'Azerbaïdjan a lancé une opération terrestre visant au nettoyage ethnique des Arméniens du Karabakh », a dénoncé le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, dans une déclaration télévisée, assurant que la situation à la frontière était, elle, *« stable »* et que l'Arménie n'était *« pas engagée dans des actions armées »*. *« Nous ne devons pas permettre à certaines* (…) *forces de porter un coup à l'Etat arménien. Il y a déjà des appels venant de différents endroits à mener un coup d'Etat en Arménie »*, a-t-il ajouté.

A la suite de ce discours à la nation, des centaines de manifestants se sont réunis devant le siège du gouvernement arménien et ont appelé à la démission de M. Pachinian. Face aux protestataires, la police avait bouclé les entrées du

bâtiment gouvernemental. Le cordon policier, qui a été ciblé par des jets de bouteilles, résistait dans la soirée à une foule de manifestants le pressant pour pénétrer dans le bâtiment, dont des vitres de la porte d'entrée étaient brisées, selon les images de l'antenne arménienne du média américain RFE/RL.

Le service de sécurité arménien a mis en garde contre le risque de *« troubles généralisés »* dans le pays, promettant des *« mesures pour maintenir l'ordre constitutionnel »* et demandant aux citoyens de *« ne pas céder aux diverses provocations »*.

Au même moment, par ailleurs, ce sont des dizaines de manifestants arméniens qui s'étaient rassemblés devant l'ambassade de Russie à Erevan, dénonçant son inaction pour empêcher l'offensive armée azerbaïdjanaise. Dans sa déclaration, M. Pachinian a également appelé les Nations unies (ONU) et la Russie à *« prendre des mesures »*.

La Russie appelle à « cesser immédiatement l'effusion de sang »

Le ministère des affaires étrangères russe a appelé mercredi dans un communiqué *« les parties prenantes du conflit à cesser immédiatement l'effusion de sang, à mettre un terme aux hostilités et à arrêter les pertes civiles »* dans le Haut-Karabakh. *« Toutes les étapes d'une solution pacifique sont énoncées dans les accords signés en 2020 et 2022 »*, avait précisé mardi la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova. La mission de maintien de la paix russe sur le territoire a appelé à un cessez-le-feu *« immédiat »* et annoncé procéder à des évacuations de civils dans *« les zones les plus dangereuses »* de la région.

« Plus de 7 000 personnes ont été évacuées de 16 localités des régions d'Askeran, Martakert, Martouni [et] *Chouchi dans l'Artsakh »*, a déclaré sur X Gegham Stepanyan, le défenseur des droits de la région séparatiste.

INFOGRAPHIE LE MONDE

De son côté, Emmanuel Macron a condamné mardi dans un communiqué *« avec la plus grande fermeté »* l'opération militaire lancée par l'Azerbaïdjan et appelé lui

aussi Bakou à *« une cessation immédiate de l'offensive »*.

Lors d'un échange téléphonique avec Nikol Pachinian, le chef de l'Etat français a également exhorté *« à une reprise sans délai des discussions pour (…) parvenir à une paix juste et durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et garantir les droits et la sécurité des habitants du Haut-Karabakh »*.

« Ces actions aggravent une situation humanitaire déjà difficile au Haut-Karabakh et sapent les perspectives de paix », a renchéri le chef de la diplomatie américaine dans un communiqué. Antony Blinken a souligné que le recours à la force était *« inacceptable »* et appelé à *« une cessation des hostilités »*.

Soutien d'Erdogan à l'Azerbaïdjan

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a pour sa part dit, mardi, *« soutenir les mesures prises par l'Azerbaïdjan* (…) *pour défendre son intégrité territoriale »*. Dans un message publié sur X, le chef de l'Etat turc a ajouté que *« le Karabakh est un territoire azerbaïdjanais. L'imposition d'un autre statut ne sera jamais acceptée »*, répétant son antienne selon laquelle la Turquie et l'Azerbaïdjan forment *« une nation, deux Etats »*.

Les rapports entre la Turquie et l'Arménie restent empoisonnés par les massacres d'Arméniens commis lors de la première guerre mondiale dans l'Empire ottoman, ancêtre de la Turquie, ce qu'Erevan et de nombreux pays considèrent comme un génocide – un terme qu'Ankara rejette.

L'opération militaire a été déclenchée après la mort de quatre policiers et de deux civils azerbaïdjanais dans l'explosion de mines dans le Haut-Karabakh, dans la nuit de lundi à mardi. Bakou avait accusé un groupe de *« saboteurs »* séparatistes arméniens d'avoir commis ces actes de *« terrorisme »*.

Elle survient dans un contexte de regain des tensions entre les deux pays autour du sort de l'enclave. Au début d'août, l'Arménie avait réclamé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) face à la *« détérioration de la situation humanitaire »* dans la région. Le corridor de Latchine, seul lien terrestre entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, avait d'abord été entravé par des Azerbaïdjanais se présentant comme des manifestants écologistes, avant que Bakou n'instaure, le 11 juillet, un barrage routier à l'entrée

de cette route en évoquant des raisons sécuritaires.

Le Haut-Karabakh, région montagneuse à majorité arménienne située en Azerbaïdjan, a été le théâtre de deux guerres au début des années 1990, puis à l'automne 2020. C'est l'une des zones les plus minées d'ex-URSS. Des explosions y font régulièrement des victimes.

Nor Haratch

20 septembre 2023

ARTSAKH – Les opérations militaires à grande échelle de l'Azerbaïdjan ont fait des victimes et des blessés, parmi lesquels des femmes, des personnes âgées et des enfants – Nor Haratch

ARTSAKH – Les opérations militaires à grande échelle de l'Azerbaïdjan ont fait des victimes et des blessés, parmi lesquels des femmes, des personnes âgées et des enfants

Le ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh a rapporté, dans un premier temps, qu'à la suite de l'attaque azerbaïdjanaise, il y a de nombreuses victimes et blessés parmi les civils, dont des enfants.

Selon le Ministère, il y aurait au moins 2 morts, dont un enfant, et 23 blessés, dont au moins 8 enfants.

Le communiqué de la présidence de la République d'Artsakh

La présidence de la République d'Artsakh a publié le communiqué suivant :

« Les actions de l'Azerbaïdjan ne sont rien d'autre qu'une politique de nettoyage ethnique et de génocide, et en la mettant en œuvre, Bakou manipule le couloir humanitaire et d'autres faux programmes humanitaires.

En violation une fois de plus de la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, l'Azerbaïdjan a lancé le 19 septembre des opérations militaires à grande échelle contre la République d'Artsakh, ciblant des habitations et la population civile, faisant des victimes et des blessés, notamment des femmes, des personnes âgées et des enfants.

Compte tenu de la menace qui pèse sur la vie et la santé de milliers de personnes, Stepanakert appelle les acteurs internationaux et toutes les parties concernées à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'attaque contre l'Artsakh.

La République d'Artsakh a toujours été partisane d'un règlement pacifique et réaffirme sa volonté de résoudre tous les problèmes par la négociation", souligne le communiqué.

Notons que le président Samuel Chahramanian a immédiatement convoqué une réunion du Conseil de sécurité et discuté de la situation créée et des actions futures.

ARMENIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2023

Le gouvernement arménien fait face à des protestations de colère à propos des combats au Karabakh

La police arménienne s'est heurtée mardi en fin de journée à des manifestants en colère qui s'étaient rassemblés devant le bâtiment principal du gouvernement à Erevan pour demander la démission du Premier ministre Nikol Pachinian à la suite de l'attaque militaire de grande envergure menée par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des réfugiés du Karabakh, ont rendu Pachinian responsable de l'offensive azerbaïdjanaise et ont exigé que l'Arménie intervienne pour empêcher un massacre et une déportation de la population arménienne du Karabakh.

Certains participants à ce rassemblement spontané se sont heurtés aux forces de sécurité qui gardaient le bureau du Premier ministre situé sur la place de la République à Erevan. Ces dernières ont tiré des grenades incapacitantes pour tenter d'éloigner la foule du bâtiment.

Le ministère arménien de la Santé a déclaré que plusieurs manifestants et policiers avaient été blessés et hospitalisés.

La commission d'enquête arménienne a ouvert une enquête criminelle sur les appels au renversement violent de « l'ordre constitutionnel » lancés, selon elle, par certains des orateurs peu connus du rassemblement. La commission a déclaré avoir procédé à un nombre non précisé d'arrestations en rapport avec ces appels.

Il a averti que les autorités chargées de l'application de la loi s'opposeraient à toute tentative de renverser le gouvernement arménien par la force. Le service de sécurité nationale a émis un avertissement similaire dans une déclaration

séparée.

Plus tôt dans la journée, M. Pachinian avait lancé un appel aux Arméniens, affirmant que des « forces extérieures et intérieures » tentaient d'« entraîner l'Arménie dans l'escalade militaire » au Karabakh et appelaient à un « coup d'État » dans le pays. Il ne les a pas nommées.

Les détracteurs de M. Pachinian estiment qu'il a encouragé Bakou à renforcer son blocus du Karabakh et à passer ensuite à l'action militaire en décidant de reconnaître la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur la région peuplée d'Arméniens. Le Premier ministre a insisté mardi sur le fait qu'il « n'a donné à personne le mandat de procéder à un nettoyage ethnique au Karabakh ».

Le rassemblement s'est poursuivi pacifiquement sur la place de la République. Andranik Tevanian, un homme politique de l'opposition qui s'est joint au rassemblement après les premières échauffourées, a exhorté les manifestants à camper sur cette vaste place et à continuer d'y manifester jusqu'à ce que M. Pachinian accepte de démissionner.

« Nikol Pachinian est la plus grande menace pour la sécurité de l'Arménie », a déclaré M. Tevanian. « Son départ est le seul moyen d'assurer la sécurité de l'Arménie et de l'Artsakh. »

La police est à nouveau intervenue à minuit pour empêcher les manifestants de planter des tentes à cet endroit. La foule a tenté de les repousser en scandant « Nikol traître ! ».

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Photos Max Sivaslian

Armenpress

20 septembre 2023

Ararat Mirzoyan a rencontré le président en exercice de l'OSCE, Bujar Osmani

EREVAN, 20 SEPTEMBRE, ARMENPRESS; Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a rencontré le 19 septembre à New York le ministre des Affaires étrangères de Macédoine du Nord et président en exercice de l'OSCE, Bujar Osmani, en marge de la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

La réunion a porté sur les graves problèmes sécuritaires et humanitaires résultant de l'agression à grande échelle de l'Azerbaïdjan contre le peuple du Haut-Karabakh, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

"Le ministre Mirzoyan a déclaré que l'Azerbaïdjan, guidé par un sentiment d'impunité, perçoit l'absence de mesures de restriction de la part des organisations internationales comme de l'arbitraire et cherche à réaliser un nettoyage ethnique dans le Haut-Karabakh en recourant explicitement à la force. Le ministre des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a souligné l'importance d'initier d'urgence les mécanismes pertinents de l'OSCE", a déclaré le ministère des Affaires étrangères.

USA

Nouvelles d’Arménie Magazine

20 septembre 2023

Les États-Unis demandent à

l’Azerbaïdjan d’arrêter son offensive

Le secrétaire d’État américain Antony Blinken a exhorté l’Azerbaïdjan, mardi en fin de journée, à mettre fin à son offensive militaire dans le Haut-Karabakh, en déclarant que le recours à la force pour résoudre le conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan était « inacceptable » pour les États-Unis.

« Les États-Unis sont profondément préoccupés par les actions militaires de l’Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh et demandent à l’Azerbaïdjan de cesser immédiatement ces actions, a-t-il déclaré dans un communiqué. Ces actions aggravent une situation humanitaire déjà désastreuse dans le Haut-Karabakh et compromettent les perspectives de paix. »

« Comme nous l’avons déjà dit clairement à l’Azerbaïdjan, le recours à la force pour résoudre les différends est inacceptable et va à l’encontre des efforts visant à créer les conditions d’une paix juste et digne dans la région », a ajouté M. Blinken, qui s’est entretenu par téléphone avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian plus tôt dans la journée.

Blinken a transmis ce message au président azerbaïdjanais Ilham Aliev, selon le compte rendu de leur appel par le département d’État américain.

« Le secrétaire d’État a pris note de la volonté exprimée par le président Aliev de mettre fin aux actions militaires et de permettre aux représentants de l’Azerbaïdjan et de la population du Haut-Karabakh de se rencontrer, et il a souligné la nécessité d’une mise en œuvre immédiate », a déclaré le porte-parole du département, Matthew Miller.

Les dirigeants du Karabakh ont proposé de négocier avec Bakou quelques heures après le début des hostilités. Le bureau d’Aliev s’est dit prêt à rencontrer les représentants arméniens du Karabakh dans la ville azerbaïdjanaise de Yevlakh. Il a toutefois souligné que l’offensive azerbaïdjanaise se poursuivrait à moins que les Arméniens du Karabakh ne dissolvent leurs organes gouvernementaux et leurs forces armées.

Vers minuit, l’armée du Karabakh a signalé que les forces azerbaïdjanaises

continuaient de bombarder et d'attaquer leurs positions le long de la « ligne de contact ». Des informations ont ensuite fait état d'une reprise des bombardements azerbaïdjanais sur Stepanakert.

Les dirigeants de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne ont également demandé l'arrêt immédiat de l'offensive azerbaïdjanaise. Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré que Bakou devait « cesser immédiatement les attaques et revenir à la diplomatie ».

Pachinian a également téléphoné au président français Emmanuel Macron. Selon un communiqué du gouvernement arménien, Macron lui a dit que Paris initierait une session d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONUsur la situation au Karabagh. L'agence de presse russe TASS a ensuite cité une source anonyme de l'ONU qui a déclaré que la session aurait lieu jeudi.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2023

Dans sa conversation avec Antony Blinken, Aliyev a exprimé sa volonté d'arrêter les opérations militaires en Artsakh

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est entretenu hier avec le président azéri Ilham Aliev. Antony Blinken a appelé l'Azerbaïdjan à arrêter immédiatement les opérations militaires au Haut-Karabakh et à désamorcer la situation. C'est ce qu'a annoncé Matthew Miller, porte-parole du Département d'État américain.

« Le secrétaire d'État a souligné qu'il n'y a pas de solution militaire et que les parties devraient reprendre le dialogue pour résoudre les différends existants entre les Arméniens de souche du Haut-Karabagh et Bakou. Le secrétaire d'État a souligné qu'Aliev avait exprimé sa volonté d'arrêter les opérations militaires et de tenir une réunion entre les représentants de la population de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabagh. Blinken a souligné la nécessité d'une mise en œuvre immédiate » a déclaré Matthew Miller.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

19 septembre 2023

Une manifestation contre les actions de l'Azerbaïdjan en Artsakh a lieu près du siège de l'ONU à New York

Plusieurs dizaines de personnes portant des drapeaux arméniens protestent contre les actions de l'Azerbaïdjan devant le siège des Nations Unies à New York, où se déroule la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Plusieurs manifestants ont déployé un immense drapeau arménien, tandis que d'autres brandissaient des drapeaux et des pancartes de taille normale du Haut Karabagh et de l'Arménie appelant à la fin des actions génocidaires de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh.

Dans le même temps, des mesures strictes sont mises en place par les forces de l'ordre et l'accès au siège de l'ONU est interdit en raison de la semaine de haut niveau qui s'y déroule.
Pour rappel, le ministre arménien des Affaires étrangères Arart Mirzoyan et le

ministre azéri des Affaires étrangères Jeihun Bayramov sont également à New York.

Krikor Amirzayan

RUSSIE

Le Figaro

19 septembre 2023

«Devinez quel sera son sort…» : Medvedev menace ouvertement le premier ministre arménien

Par EP

L'ex-président russe Dmitri Medvedev est aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité en Russie. *KIRILL KUDRYAVTSEV / AFP*

Alors que l'Azerbaïdjan a déclenché ce mardi une opération militaire contre l'enclave arménienne du Haut-Karabakh, l'ancien président russe a raillé Nikol Pachinian sur Telegram.

Coutumier des messages virulents sur sa chaîne Telegram depuis le début de la guerre en Ukraine, Dmitri Medvedev s'attaque cette fois-ci à l'Arménie. Alors que l'Azerbaïdjan a déclenché mardi une opération militaire contre l'enclave arménienne du Haut-Karabakh, l'ex-président russe saisit l'occasion pour s'attaquer au premier ministre arménien Nikol Pachinian, qui cherche à prendre ses distances avec Moscou et se rapprocher des Occidentaux.

«*Un jour, un collègue d'un pays frère m'a dit : "Eh bien, je suis un étranger pour vous, vous ne m'acceptez pas*"», a commencé Dmitri Medvedev, sans nommer sa cible. «*J'ai répondu ce qu'il fallait : "Nous ne jugerons pas sur une biographie mais sur des actes.*"». En 2018, Nikol Pachinian avait été plébiscité dans l'ancienne république soviétique, notamment pour sa volonté de prendre des distances vis-à-vis de Moscou. Depuis lors, ses tentatives de rapprochement avec l'Europe et les États-Unis lui ont valu l'ire de l'ancien allié.

«*Il a ensuite perdu la guerre, mais curieusement, il est resté en place*», a continué Dmitri Medvedev, en référence à la guerre de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui s'est soldée par un cessez-le-feu défavorable à Erevan. «*Il a ensuite décidé de rendre la Russie responsable de sa défaite pathétique. Puis il a renoncé à une partie du territoire de son pays*», sous-entendu le Haut-Karabakh, que Nikol Pachinian a reconnu en mai dernier être sous souveraineté azerbaïdjanaise.

«*Puis il a décidé de flirter avec l'Otan, et son épouse est allée parader avec nos ennemis avec des petits gâteaux*», a encore raillé l'actuel vice-président du Conseil de sécurité russe, allusion à la participation de la femme du premier ministre au «*sommet des premières dames*» à Kiev le 7 septembre dernier. Avant d'achever, plus menaçant : «*Devinez quel sera son sort…*».

AZERBAÏDJAN

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2023

Bakou, fier du carnage en Artsakh, condamne en plus la France – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Bakou, fier du carnage en Artsakh, condamne en plus la France

Non content d'attaquer et de tuer des civils affamés au mépris de toutes les lois internationales, la pétrodictature vante ses actions. Ainsi, le ministère de la défense de l'Azerbaïdjan annonce avoir détruit jusqu'à 20 véhicules de combat, 40 installations d'artillerie, 30 mortiers, 2 lanceurs de missiles anti-aériens, 2 stations de combat radio-électroniques « Martira » et d'autres équipements militaires. Le site Trend prévient que des mises à jour régulières seraient faites.

Les autorités mettent aussi en ligne des vidéos de destruction de matériel. Ils appellent cela « neutraliser » l'ennemi. A voir sur le site azéri Trend : https://en.trend.az/azerbaijan/politics/3799795.html

Dans la foulée, le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères s'est dépêché de dire tout le mal qu'il pensait de l'attitude courageuse de la France. Ci-joint, le communiqué hors sol publié le 19 septembre dans la soirée par le ministère :

« Malgré l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan et la reconnaissance de ce fait par 4 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies exigeant le retrait complet, immédiat et inconditionnel des forces d'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan, on se souvient bien de l'engagement de la France à maintenir les résultats de l'occupation et du statu quo dans la région, plutôt qu'à contribuer à une solution juste du conflit fondée sur le droit international, lors de sa coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE en 1997-2020 », a déclaré le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan dans un communiqué.

« A cet égard, nous considérons la déclaration d'aujourd'hui de la France, qui n'abandonne jamais sa politique antérieure dans la situation post-conflit actuelle, sur les mesures prises en réponse aux provocations des forces armées arméniennes stationnées illégalement dans la région du Karabagh, comme un soutien aux restes de l'occupation », indique le communiqué.

Le ministère a noté que la France, qui s'est distinguée par sa position et ses déclarations anti-azerbaïdjanaises pendant la guerre des 44 jours, est restée à l'écart des efforts de consolidation de la paix dans la région dans la situation post-conflit et a fait des déclarations qui n'ont eu qu'un impact négatif, son

engagement à faire des déclarations en faveur du séparatisme et à s'isoler davantage de la région est bien connu.

« La position de la France démontre que ce pays ne tire aucune leçon de la situation actuelle dans les régions coloniales à laquelle il est confronté aujourd'hui et poursuit son comportement et sa politique antérieurs à cet égard. Les responsables français, l'Assemblée nationale et le Sénat sont encore plus actifs que l'Arménie en publiant des déclarations et des documents contre l'Azerbaïdjan », a déclaré le ministère.

« La politique islamophobe et anti-azerbaïdjanaise de la France, ainsi que son ingérence inacceptable dans nos affaires intérieures, montrent que loin de la France, la région sera meilleure », a ajouté le ministère.

BELGIQUE

Grand rassemblement – dimanche 1er octobre à Bruxelles / Le Fonds Arménien de France est solidaire

Plus de 500 associations issues de 17* pays en Europe, dont plus de 200 de France, se sont unies en un mouvement **« Europeans for Artsakh** », en lien avec l'association de soutien à l'Artsakh**,** pour dénoncer ensemble les conditions actuelles dans lesquelles se trouve condamné l'Artsakh.

** 15 pays européens et 2 hors de l'UE : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, et hors UE : Suisse, Royaume-Uni*

Le Mouvement a pour ambition :

– d'alerter les instances politiques européennes et les États d'Europe sur la

situation de l'Artsakh,

– d'exiger la levée du blocus de l'Artsakh imposé par l'Azerbaïdjan depuis le 12 décembre 2022,

– d'imposer des sanctions à l'Azerbaïdjan,

– d'exiger le retrait de forces azéries des territoires de la République d'Arménie,

– d'exiger la libération des prisonniers arméniens,

– de défendre son droit à l'auto-détermination et de reconnaitre la république de l'Artsakh,

– de témoigner son soutien aux Artsakhiotes.

L'enjeu d'être massivement présent à Bruxelles le 1er octobre est de faire entendre notre voix, en tant que citoyens d'Europe (Élections européennes dans un an), avant le troisième sommet de la Communauté politique européenne.

D'autres manifestations seront organisées le même jour partout dans les capitales européennes : Athènes, Larnaca, Sofia, Vienne, Stockholm, Londres….mais aussi Marseille… .

S'inscrire pour se rendre à Bruxelles en Car :

http://www.europeansforartsakh.eu/fr/

Vidéo de présentation :
https://www.facebook.com/61550123050905/videos/1526016108209060

Lien Facebook :
https://www.facebook.com/profile.php?id=61550123050905

Soutien par un don (via l'application Hello Asso – ou directement adressé à l'association de soutien à l'Artsakh/ Paris) :

https://www.helloasso.com/associations/association-de--

soutien-a-l-arstakh/collectes/stop-au-blocus

Contact presse : 01 44 83 07 02

L'adresse mail : europeansforartsakh@gmail.com